Rémi Lefebvre : « Une primaire à gauche peut créer une dynamique ! »

Le politiste a échafaudé plusieurs scénarios permettant d'aboutir à un candidat commun de la gauche pour 2027. Dans un paysage morcelé, l'idée d'une primaire avec une forte implication citoyenne revient comme une hypothèse envisageable. Pauline Graulle 3 avril 2025 à 10h19

À l'automne dernier, Olivier Legrain, grand argentier de la primaire populaire, demandait aux politistes Rémi Lefebvre et Éric Treille de plancher sur une note – révélée par *Challenges* et à lire en intégralité à la fin de cet entretien – dégageant les différents scénarios pour la gauche de désignation d'un candidat commun à la présidentielle de 2027. Le document a été diffusé à tous les responsables de partis politiques de gauche – hors LFI.

Alors que les turbulences à l'extrême droite peuvent rebattre les cartes pour 2027, Rémi Lefebvre explique à Mediapart pourquoi, après des années de disgrâce, l'hypothèse d'une primaire refait son retour en force à gauche, même si la question – subsidiaire – des modalités de sa mise en œuvre restent pour l'heure en suspens. L'auteur de *Faut-il désespérer de la gauche ?* (2022, Textuel éditions) invite aussi les partis politiques à accélérer le mouvement pour lancer le processus, alors qu'entre congrès et élections municipales à venir, le timing est serré.

Mediapart : Pourquoi, après avoir tant critiqué les primaires, notamment dans votre livre « Les Primaires socialistes : la fin du parti militant » (Raisons d'agir, 2011), revenez-vous aujourd'hui à ce scénario ?

Rémi Lefebvre : Au moment où j'ai écrit sur les primaires socialistes, en 2011, j'étais très sceptique sur les primaires. Pour moi, elles délégitimaient les partis politiques en leur enlevant leur fonction, à l'époque essentielle, de désignation des candidats pour l'élection présidentielle et, de fait, appauvrissaient l'intérêt du militantisme.

Mais depuis, il y a eu du changement. D'abord, les partis n'existent plus, du moins dans leur forme militante : 30 000 à 40 000 adhérents au PS, 15 000 chez les Verts, c'est un nombre ridicule ! Je le déplore, mais il faut prendre acte que l'assise militante des partis politiques est tellement faible que leur légitimité à produire des candidats n'existe plus.

Ensuite, j'ai aussi changé de point de vue par pragmatisme. Je continue à trouver des défauts à la primaire : surpersonnalisation de la politique, renforcement du système de la Ve République, exacerbation de la course de petits chevaux… On peut aussi ajouter que les primaires ne sont pas forcément efficaces, ce qu'on a vu dernièrement, même si les exemples inverses existent : la primaire entre François Hollande et Martine Aubry, en 2011, a permis à la gauche d'accéder au pouvoir. Même la primaire de la droite en 2016, qui a rassemblé 4 millions de participants, a été une réussite. Ce qui a plombé Fillon, ce n'est pas le mode de désignation mais ses affaires !

Par ailleurs, nous sommes dans une situation où il n'y a plus de parti politique dominant à gauche : il faut donc départager des candidats issus de plusieurs partis. Le statut de la primaire a changé, il s'agit désormais de produire un candidat commun à partir de plusieurs partis, et les citoyens de gauche aspirent à participer. Cela permet d'éviter une primaire sauvage par les sondages. Bien organisée et cadrée, une primaire peut mobiliser beaucoup d'électeurs et créer une dynamique.

N'y a-t-il pas d'autres méthodes ?

Si, bien sûr. On peut imaginer que les partis se mettent d'accord dans un conclave. Mais vu le temps que cela a pris quand il s'est agi de désigner Lucie Castets, je doute fort qu'ils y arrivent. On peut aussi mettre en place une convention citoyenne – qui pourrait, dans une autre hypothèse, mélanger citoyens et représentants des partis politiques – où on tirerait au sort 150 à 300 personnes et où ce seraient elles qui désigneraient le candidat. C'est une possibilité qui ne règle cependant pas la question de la légitimité du candidat, qui serait désigné par un petit nombre de

gens et pourrait être plus facilement contesté.

> Le mieux est d'éviter d'utiliser le terme de "primaire", trop démonétisé.

Par ailleurs, pour avoir un candidat commun, il faut un préalable : un socle programmatique commun. Comme on a aujourd'hui une grande diversité de lignes politiques, il faut trancher, même si on dispose d'une bonne base de départ, le programme du Nouveau Front populaire (NFP), validé par les partis. Pour outiller le processus, il faudrait mettre en place une plateforme – avec un comité de gouvernance composé de membres des partis politiques mais aussi de personnalités et d'autorités de la société civile (juristes, notamment).

Il faut que la démarche déborde les partis eux-mêmes pour enrôler des citoyens qui ne veulent pas s'y impliquer mais qui veulent s'y engager (comme on l'a vu lors de la campagne législative de l'été dernier). Je ne dis pas que ce sera facile, mais si on propose à la société civile de partir du programme NFP pour voter pour dix à quinze mesures et les hiérarchiser, je suis sûr que cela peut mobiliser 150 000 personnes à ce stade.

Le programme du NFP avait achoppé sur la question internationale : qu'en faites-vous ?

Il faudra trancher la question de la géopolitique, comme celle du nucléaire ou de la laïcité. Il faut chercher un « effet Jospin ». En 1997, les gens pouvaient dire ce qu'était la gauche : les trente-cinq heures, la couverture maladie universelle (CMU), les emplois jeunes, le Pacs… Il faut reconstruire ces éléments identifiants, dégager des marqueurs dans un contexte où l'offre de la gauche est illisible. Commencer le processus par une coconstruction programmatique est une bonne base qui ne réduit pas les choses à des enjeux de personnes.

Imaginons que l'on arrive à un programme commun, que se passe-t-il ensuite ?

Nous avons défini plusieurs scénarios qui permettraient de répondre aux inquiétudes (légitimes) sur la mise en place d'une

primaire ouverte potentiellement destructrice abîmant le candidat sortant au lieu de produire du consensus.

Après la phase programmatique qui déboucherait sur un socle de dix à quinze mesures, viendrait la phase des parrainages citoyens (et éventuellement d'élus) des candidats – reste à savoir si les partis présentent un seul candidat par formation ou plusieurs. Une fois que les huit à dix candidats qui ont eu le plus de parrainages sont en lice, il y a plusieurs options.

La première : on organise une campagne de septembre à novembre 2026 où chaque candidat peut apporter quelques mesures en plus du socle commun, et on les départage par un vote numérique et/ou en présentiel – François Ruffin, par exemple, veut absolument un vote présentiel dans les cantons ruraux, mais ça peut être très numérique dans les métropoles, l'idée étant que la mobilisation soit le plus massive possible – avec éventuellement un second tour. C'est l'option primaire ouverte sèche.

La deuxième option : une fois les huit à dix candidats parrainés, on organise une convention citoyenne : cent cinquante personnes tirées au sort se réunissent pendant deux week-ends et choisissent trois ou quatre candidats, qui débattent le jeudi soir suivant, puis un vote est tout de suite organisé le dimanche. L'avantage de ce scénario, c'est qu'il réduit le nombre de candidats et évite qu'une campagne produise du dissensus et trop de conflictualité.

> Ne pas travailler la primaire à cause des municipales serait une folie !

Le mieux est d'éviter d'utiliser le terme de « primaire », trop démonétisé. Il faut créer un vrai mouvement autour d'une plateforme avec un comité de gouvernance et qui propose une adhésion directe, comme un parti politique, ce qui permet aussi de collecter des fonds.

Quel type de processus a votre préférence ?

Le mieux est, pour moi, d'hybrider le modèle de la primaire traditionnelle, avec des modes de scrutin au jugement préférentiel, des conventions citoyennes, par exemple sur le programme… Ça

peut avoir l'air d'une usine à gaz, mais si tout ça est bien organisé, c'est-à-dire de manière autonome et irréprochable, ça peut marcher et créer un vote populaire très important qui légitimera le candidat et le propulsera. Et ce, d'autant plus si on est dans un contexte où la peur de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir est forte.

Quel serait le calendrier idéal ?

Le timing est très compliqué : il y a le congrès du PS qui dira si le parti est pour ou contre un candidat commun à gauche, puis les élections municipales qui poussent aux réflexes identitaires et au repli sur les intérêts d'appareil. Mais ne pas travailler la primaire à cause des municipales serait une folie ! Pour créer de la confiance et de la lisibilité, il faut que le processus soit séquencé et long, car une période de « réconciliation » collective autour d'un candidat est nécessaire.

À lire aussi

Présidentielle de 2027 : François Ruffin est « parti pour se lancer », à distance des « trop fous » et des « trop mous »
2 avril 2025
Face au « moment fascisant », un sursaut citoyen déferle dans la rue contre le racisme
22 mars 2025

On ne peut donc pas avoir une primaire en janvier 2027 comme cela avait été le cas au moment de la désignation (trop tardive) de Benoît Hamon. Il faudrait, par conséquent, que la phase programmatique commence dans la foulée des municipales, ce qui implique que les règles du jeu soient posées bien avant. Autrement dit : la phase programmatique et les réglages sur la désignation des candidats doivent intervenir avant l'été 2026, et à l'automne suivant, on fait trois mois de campagne, avec une désignation en novembre 2026.

Que pensent les partis de ce scénario ?

Je vois plein de gens autour de moi, des intellectuels, des collectifs, des associations qui n'en peuvent plus de la désunion et qui s'inquiètent beaucoup pour 2027. Le peuple de gauche veut

des perspectives pour sortir de la désespérance de cette vie politique où l'extrême droite donne le *la*.

Du côté des partis, pour l'heure, je sais qu'Olivier Faure est favorable à un candidat unique à gauche, que LFI n'acceptera pas ce processus – Jean-Luc Mélenchon a déjà annoncé qu'il y aurait un candidat insoumis – et que les Verts sont très favorables à l'idée d'une candidature commune. Après, le problème du périmètre demeure : les socialistes ne veulent pas des Insoumis, contrairement aux écologistes, qui ont besoin des Insoumis, notamment pour les municipales.

Il faut savoir qu'enclencher un processus de ce type-là va être vécu par les Insoumis comme une déclaration de guerre contre la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Il pourrait pourtant participer au processus. Si cette dynamique mobilise des millions de personnes, ce que je crois possible, et qu'il n'y participe pas, il sera disqualifié.